

# FONDS DE RECHERCHE SUR LA POLITIQUE DE CONCURRENCE ET LE POUVOIR MONOPOLISTIQUE

## Appel à propositions

Clôture des candidatures le 30 avril 2024 à minuit GMT

## CONTEXTE / ÉNONCÉ DU PROBLÈME

Le pouvoir monopolistique, ou pouvoir de marché excessif, des plus grandes entreprises du monde s'est rapidement développé au cours des dernières décennies, augmentant en termes de revenus, de capitalisation du marché et de propriété d'actifs. Les quatre premières entreprises d'un secteur donné détiennent aujourd'hui une part de marché plus importante qu'il y a dix ans. Si elles ne sont pas contrôlées, les concentrations de pouvoir des entreprises ont une incidence négative sur les droits des travailleurs, exacerbent les inégalités au sein des pays et entre eux, et sapent les structures et les institutions démocratiques. Les acteurs en situation de monopole acquièrent un pouvoir politique de plus en plus grand et, avec lui, la capacité de déterminer les règles du jeu, en veillant à ce que les économies fonctionnent pour eux plutôt que pour tout le monde.

La montée du pouvoir monopolistique et les dimensions de ce pouvoir au XXI<sup>e</sup> siècle sont peut-être plus évidentes dans le secteur des grandes technologies, mais les monopoles dangereux définissent de plus en plus des secteurs tels que les produits pharmaceutiques, l'agro-industrie et les soins de santé.

La lutte contre le pouvoir des monopoles exige l'extension et l'utilisation efficace des outils existants, en particulier les politiques et réglementations en matière de concurrence ou d'ententes, ainsi que des approches novatrices qui envisagent le défi sous un angle nouveau. Les actions à court terme doivent être combinées avec une vision à plus long terme de marchés équitables qui servent et profitent à la société et à l'environnement, au lieu de les exploiter.

## L'OBJET ET LE BUT DE L'APPEL

Le Fonds de recherche sur la politique de concurrence et le pouvoir monopolistique a été créé pour promouvoir la recherche qui contribuera à lutter contre le contrôle excessif du marché, en comblant les lacunes dans les connaissances actuelles et en soutenant les avancées pratiques et les innovations dans l'utilisation des outils de la concurrence et de l'antitrust. Le Fonds cherche également à établir des liens entre les chercheurs dans ce domaine et, par conséquent, à promouvoir un réseau international et interdisciplinaire solide de chercheurs travaillant sur la concurrence et le pouvoir monopolistique.

Dans le cadre de cet appel à propositions inaugural, nous invitons les organisations de la société civile et les organisations académiques à soumettre des demandes de subventions de recherche sur le thème de la politique de concurrence et du pouvoir concentré des entreprises. Le champ d'application de l'appel est large, mais les projets proposés doivent montrer comment la recherche peut faire avancer, de manière concrète, l'agenda anti-monopole. Il peut s'agir de liens avec la défense des intérêts politiques, d'un engagement avec les autorités réglementaires ou d'approches plus novatrices en matière d'impact. Il est également important que les propositions puissent démontrer quel manque la recherche comblera et la manière dont elle sera utilisée par l'entité qui la propose pour avoir un impact. Les activités visant à partager la recherche et à organiser des ateliers avec les principales parties prenantes peuvent être couvertes par le Fonds, mais il est prévu que le financement soutienne principalement la recherche. Nous encourageons deux types de propositions de recherche :

- ▶ Propositions de recherche à court terme ayant un lien clair avec les possibilités d'action ou le travail avec les organismes de réglementation (durée : 6 mois - 1 an).
- ▶ Recherche contribuant à combler des lacunes critiques dans les connaissances et proposant des approches novatrices (durée maximale de deux ans)

Le présent appel à propositions vise également à encourager la participation des chercheurs en début de carrière, y compris, mais sans s'y limiter, les chercheurs post-doctoraux, dans les propositions. Les propositions de recherche qui prévoient des rôles pour les chercheurs en début de carrière et qui renforcent leurs capacités seront prioritaires.

Nous encourageons les candidatures de tous les pays et régions et nous nous efforcerons d'accorder des bourses de recherche à une grande diversité de candidats.

Tous les candidats retenus seront invités à présenter leur recherche lors d'une conférence internationale qui se tiendra en 2025.

Les subventions accordées seront d'un montant maximum de 60,000 USD. Bien qu'il y ait un maximum, nous ne nous attendons pas à ce que toutes les propositions atteignent ce montant, et nous encourageons les propositions qui sont ciblées et qui recherchent des montants de financement plus faibles pour des initiatives de recherche spécifiques. Nous examinerons les budgets et pourrions demander aux candidats présélectionnés de répondre à des questions relatives au budget. Une ligne budgétaire pour les frais généraux ne doit pas dépasser 10 %.

Les candidatures doivent être soumises dans le format indiqué ci-dessous avant le 30 avril, à l'adresse suivante [competitionfund@somo.nl](mailto:competitionfund@somo.nl). Veuillez respecter la limite de mots.

### **INFORMATIONS REQUISES POUR LA DEMANDE :**

Toutes les candidatures doivent être soumises via le formulaire de candidature disponible à l'adresse [somo.nl](https://somo.nl) et respecter les limites de mots pour chaque section. Les principaux domaines que chaque candidature doit couvrir sont les suivants :

- A. Contexte/énoncé du problème : Quel est le problème spécifique ou l'opportunité que la recherche cherche à aborder ? (500 mots maximum)
- B. Question de recherche et méthodologie proposées : Quelle est la question qui sera explorée et comment ? (maximum 1 500 mots)
- C. Théorie du changement : Quels seront les résultats de la recherche une fois qu'elle sera achevée ? (750 mots maximum)

- D. Diffusion : Comment la recherche atteindra-t-elle les parties prenantes concernées? (500 mots maximum)
- E. Calendrier proposé pour la recherche et le travail de suivi (minimum 6 mois et maximum 2 ans)
- F. Qualifications de l'individu pour l'activité proposée : Quelles sont les qualifications de l'équipe de recherche pour mener cette recherche ? Veuillez inclure le curriculum vitae du chercheur principal ainsi que des résumés des qualifications des chercheurs associés.
- G. Budget avec justification pour chaque poste budgétaire essentiel

## CRITÈRES DE SÉLECTION :

Nous donnerons la priorité aux propositions qui répondent aux critères suivants :

- Clarté sur la manière dont la recherche fera progresser la réforme politique et/ou l'application de la réglementation et/ou l'agenda anti-monopole
- Approches novatrices et inédites pour lutter contre le pouvoir des monopoles
- Équipe de recherche interdisciplinaire et multi-pays
- Un plan clair sur la manière dont la recherche atteindra les parties prenantes concernées
- Propositions qui prévoient des rôles pour les chercheurs en début de carrière et qui renforcent leurs capacités

## PROCESSUS ET CALENDRIER

- Les propositions doivent être soumises au moyen du formulaire de candidature disponible sur [somo.nl](https://somo.nl) avant le 30 avril 2024.
- Tous les candidats seront informés de la décision du jury au plus tard le 30 juin 2024.

## COMITÉ DE DIRECTION

Le Fonds de recherche sur la politique de concurrence et le pouvoir est hébergé par le Centre de recherche sur les entreprises multinationales et supervisé par un comité de direction composé de :

- [Audrey Gaughran](#), Directrice exécutive, Centre de recherche sur les entreprises multinationales (SOMO)
- [Michelle Meagher](#), Spécialiste du droit de la concurrence et fondatrice du projet «Balanced Economy» (économie équilibrée)
- [Professeur Nicolo Zingales](#), École de droit, Fundação Getulio Vargas, Rio de Janeiro
- [Professeur Thando Vilakazi](#), Directeur du Centre pour la concurrence, la réglementation et le développement économique, Université de Johannesburg
- [Maria Luisa Stasi](#), Responsable du service juridique et politique pour les marchés numériques chez ARTICLE 19
- [Professeur Simon Roberts](#), École d'économie, Université de Johannesburg
- [Helena Malikova](#), membre de la Hertie School

- [Elizabeth Frantz](#) et [Vera Franz](#), de l'Open Society Foundations agissent en tant que conseillers du comité de direction. Vera Franz est directrice de la division Technologie et société. Elizabeth Frantz est directrice adjointe de l'équité et directrice de la division «Responsabilité des entreprises et droits des travailleurs».

## COMITÉ DE SÉLECTION

Outre les membres du comité de direction, le comité de sélection du Fonds est composé des experts suivants :

Dr. Andrew McLean	Université d'Édimbourg, Royaume-Uni
Dr. Anna Rita Bennato	Université de Loughborough, Royaume-Uni
Dr. Kati Cseres	Centre de droit européen et de gouvernance, Amsterdam, Pays-Bas
Dr. Ben Wood	Université de Deakin, Australie
Professeur Ioannis Lianos	University College London, Royaume-Uni
Professeur Giorgio Monti	Institut de Tilburg pour le droit, la technologie et la société, Pays-Bas
Professeur Thomas Cheng	Université de Hong Kong
Mme Yasmin Carrim	Juge suppléante à la Haute Cour d'Afrique du Sud, ancienne membre du Tribunal de la concurrence d'Afrique du Sud.
Professeur Juan David Gutiérrez	Universidad de los Andes, Colombie
Dr. Maria Fernanda Viecens	Centre d'études sur la technologie et la société (CETyS), Université de San Andrés, Argentine
Vanessa Turner	Conseiller principal, Concurrence BEUC (Bureau Européen des Unions de Consommateurs)

Cet appel à propositions est soutenu par l'Open Society Foundations.  
Si vous avez des questions sur l'appel, veuillez les envoyer à [competitionfund@somo.nl](mailto:competitionfund@somo.nl).

## ÉTHIQUE ET CONFLITS D'INTÉRÊTS

Tous les candidats seront invités à remplir un formulaire de divulgation informant le Fonds de recherche sur la politique de concurrence des relations qu'ils entretiennent avec le Fonds et/ou les membres du comité de sélection. Ces informations seront utilisées par le président du comité de sélection pour s'assurer que les propositions sont examinées conformément à la politique du Fonds en matière de prévention des conflits d'intérêts.